the general feelings of the country, or whether they aim at influencing public opinion itself by intelligent and authoritative explanations upon points concerning which they possess peculiar facilities for instructing the public mind,—it is customary for some member to call the attention of the House and of the government thereto, in an informal way or upon a motion for papers. But, whilst important beneficial results may follow from the temperate use of this practice, it is liable to great abuse. Discussions upon topics which are beyond the jurisdiction of Parliament to determine should not be provoked except upon grave and fitting occasions. When by the operation of existing treaties, the position and duties of England may be affected by events transpiring in other countries, or where there is a reasonable probability that the observations of statesmen and politicians in the British legislature will have a beneficial influence upon the fortunes of the country to which they refer—they would not be unsuitable, or out of place. But whenever the ministers of the crown discourage or deprecate the expression of opinions in Parliament upon the course of affairs in other countries, it is safer to defer to their guidance, and to refrain from utterances that may be hurtful to the cause which it is desired to promote, and that might even operate prejudicially upon the interests of the British nation."

L'on remarquera qu'il s'agit du Parlement Impérial qui à la plénitude des pouvoirs, et cependant ce droit d'intervention est restreint à des limites étroites, et encore faut-il procéder in an informal way, d'une manière non formelle, ou par motion, pour production de papiers. L'auteur ajoute : " Des discussions sur des matières qui sont en dehors de la juridiction du Parlement ne devraient pas être suscitées, sauf et excepté dans des circonstances tout à la fois graves et convenables (*grave and fitting occasions*).

" Mais, continue-t-il, " quand les ministres de la Couronne se prononcent ou s'élèvent contre l'expression d'opinion au sein du parlement, touchant le cours des événements dans d'autres pays, il est plus prudent de s'en rapporter à leur direction et de s'abstenir d'user d'un langage qui pourrait être nuisible à la cause qu'il s'agit de promouvoir, et qui pourrait même porter préjudice aux intérêts du peuple anglais."

L'autre jour, nous avons cru que nous pouvions, sans sortir des convenances parlementaires, féliciter M. Gladstone ; il s'agissait, croyions-nous, d'une simple question d'humanité ; et du reste, nous n'avons fait qu'imiter ce qui a été fait ailleurs en pareil cas, et notamment au Parlement du Canada, en 1882.

La question qui est soumise à notre considération, aujourd'hui, présente des différences frappantes avec celle-là ; j'en ai indiqué quelques-unes. Je me hâte de dire qu'il faut, dans l'espèce actuelle, tenir compte d'autres raisons, d'autres objections, qui s'imposent à notre considération

Aspect particulier de la question.

En effet, la question qui nous occupe a un caractère différent, un caractère particulier. Il ne s'agit pas ici d'une question générale ; il ne s'agit pas ici d'une question comme celle que l'honorable député de Québec a soulevée l'autre jour. Il s'agit de considérer nos rapports, les rap-

ports de la Législature de Québec avec le Parlement fédéral et l'Exécutif fédéral. Il s'agit de savoir si, dans l'espèce, nous avons le droit d'exprimer l'opinion de cette Chambre, de prononcer une censure véritable.

Quelle est la position au point de vue de l'administration de la justice ?

Je réfère les honorables députés à ce que j'ai déjà dit touchant les dispositions sous ce rapport de l'Acte de la Confédération. J'ai prouvé que la prérogative de pardon appartenait au gouverneur général agissant sur l'avis de ses ministres. Il me reste à citer quelques autorités et précédents afin de mieux faire ressortir le rôle du Parlement, et du Souverain ou de son représentant, quand il s'agit de l'exercice de cette prérogative.

La position est clairement indiquée dans toutes les autorités. Quand il s'agit de l'exercice de la prérogative royale de pardon, quand il s'agit, en pareille matière, des rapports des parlements avec le pouvoir exécutif, rapports qui sont différents des rapports ordinaires, il faut avoir une raison très grave pour justifier la Chambre d'intervenir.

Dans les cas ordinaires, la Chambre des Communes a le droit de tenir les ministres responsables, de leur demander compte de leur conduite et de les censurer.

J'ai examiné ce que disent les autorités sur ce point ; il en ressort une différence immense entre un cas ordinaire d'intervention et le cas actuel, et cela même au point de vue de la Chambre des Communes.

Il s'agit, en effet, de l'exercice de la prérogative royale de pardon. Je n'ai qu'à prendre la même autorité, et m'appuyer sur certains précédents qui y sont mentionnés.

Je trouve la doctrine constitutionnelle sur la prérogative du pardon, clairement indiquée aux pages 315 et 346, Todd vol. I. Parliamentary Government in England :

" Lord Broughham, in his " Treatise on the British Constitution " dwells at considerable length, and with great sagacity upon the principles which should influence the executive government in the exercise of the prerogative of pardoning or commuting the sentences of criminals. He sums up his observations with the following weighty words : " It seems hardly necessary to add that no interference of parties interested, politically or personally, should ever be permitted with the exercise of this eminent function of the executive government. Absolute monarchies offer to our view no more hideous features than this gross perversion of justice. " Nor do popular governments present a less hateful aspect when they suffer the interference of the multitude, either by violence, or through the press, or the debate, or any other channel in which clamour can operate, to defeat the provisions of the law."

Comme l'on voit, Lord Broughham s'est prononcé d'une manière formelle sur ce point ; il donne les raisons les plus puissantes en faveur de sa thèse.

Je traduis ce passage :

" Il semble à peine nécessaire d'ajouter qu'aucune ingérence de personnes intéressées, soit politiquement, soit personnellement, ne doit être permise en rapport avec l'exercice de cette attribution

éminentes
solues ne
plus hideu
justice. I
sentent pa
permetten
lence, soit
par aucun
produire s
intervention

M. Todd

" When
under very
circumstances
of Parliamen
tative, is
that " he v
" the very
" allow it t
" very best
bert Peel, "
" the hand
" the right
" if there b
" corrupt p

Il faut
motifs indu
n'ont pas ét

Je crois,
question co

Je vois e
350, 351, c
demande à
nir, par ad
condamnés
la réponse d

Cette inter
s'agissait de
pardon.

Voilà don
Impérial en
pouvons ad
le Parlemen
gard du gou
celle du Par
Or, s'il est v
ou le Parle
dans des ca
tionnelle, n
Assemblée
ment juridi
intervenir ?

Mais il y
son, une au
norables de
à faire voir
par la

sur cette qu
tifs qu'elle a

Voici, M.

Lorsqu'il s
vers le 3 fév
député, M. V
termes suiva
d'autres ter
membre de